



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique énergétique

Question au Gouvernement n° 3208

Texte de la question

TERMINAL MÉTHANIER DE DUNKERQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Decool, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Jean-Pierre Decool. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, le Président de la République était hier en déplacement dans le Nord, accompagné des PDG d'EDF et de Total, de Nathalie Kosciusko-Morizet et de vous-même.

À Gravelines, lors de la visite de la centrale nucléaire la plus puissante d'Europe occidentale,...

M. Roland Muzeau. Il s'est baigné dans la piscine ? (*Sourires.*)

M. Jean-Pierre Decool. ...Nicolas Sarkozy s'est engagé, devant les agents d'EDF, à continuer d'investir dans le nucléaire civil, gage d'indépendance énergétique de la France.

Faut-il rappeler qu'aujourd'hui, près de 80 % de l'électricité du pays est d'origine nucléaire ?

À l'issue de cette visite, lors d'une table ronde sur la politique énergétique, le chef de l'État a annoncé la construction d'un terminal méthanier sur le littoral dunkerquois, projet lancé en 2006 par EDF et plusieurs fois reporté.

Cet engagement pris par le Président de la République au moment de la fermeture de la raffinerie Total, et approuvé par l'ensemble des élus de ce territoire, a donc été tenu.

M. Bernard Roman. Non ! Ce n'est encore une fois qu'une annonce !

M. Jean-Pierre Decool. Cette décision est évidemment accueillie avec satisfaction.

Outre l'aspect énergétique, ce projet permettra de conforter les activités du port de Dunkerque et d'enclencher la réindustrialisation du bassin d'emploi. Le projet mobilisera jusqu'à 1 850 personnes pendant les travaux et créera 250 emplois directement liés à l'exploitation du terminal ou relevant des professions portuaires. Je forme le vœu que l'implantation du terminal bénéficie à la main-d'œuvre locale, lourdement pénalisée ces derniers temps.

Je tiens à saluer l'engagement personnel du chef de l'État dans ce dossier porté par EDF, qui investira 1,5 milliard d'euros.

Monsieur le ministre, pouvez-vous préciser devant la représentation nationale les motivations ayant conduit le Gouvernement à soutenir avec conviction l'installation d'un terminal méthanier sur le littoral dunkerquois ?

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Hier, comme vous l'avez dit, le Président de la République a en effet confirmé la construction d'un terminal méthanier à Dunkerque - vous y étiez. C'est une très bonne nouvelle pour Dunkerque et pour le Nord-Pas-de-Calais, et j'ai noté que les parlementaires de la majorité qui étaient présents, comme les parlementaires de l'opposition, en ont jugé ainsi.

M. Bernard Roman. Cela fait six ans qu'il est annoncé, ce terminal !

M. Éric Besson, *ministre*. Vous savez ce que représente un investissement de 1,5 milliard d'euros, consenti principalement mais pas uniquement par EDF.

Jusqu'en 2015, 2 000 personnes travailleront sur le chantier ; ensuite, il y aura 200 emplois pérennes.

Total a également annoncé une usine d'expérimentation de biocarburants de deuxième génération, confortant ainsi la tradition industrielle de Dunkerque et du Nord-Pas-de-Calais, à laquelle vous êtes attaché, et à laquelle

le Président de la République a redit hier son attachement personnel.

C'est aussi une bonne nouvelle pour la sécurité de nos approvisionnements en gaz. Le gaz, vous le savez, représente encore 20 % environ de la consommation finale dans notre pays : la capacité de ce terminal méthanier correspond à un quart de nos besoins.

J'ajoute, et je le dis aussi à Noël Mamère, que le Président de la République ne s'est pas contenté de tenir les propos relevés par M. Mamère dans sa question, à laquelle Mme Kosciusko-Morizet a répondu. Il a posé une question simple : si nous sortons du nucléaire, comment allons-nous remplacer l'énergie nucléaire, et avec quelles conséquences pour l'environnement ? Et comment allons-nous expliquer cette décision à nos concitoyens, qui bénéficient d'une électricité 40 % moins chère que la moyenne des autres pays ? Ceux qui prétendent vouloir sortir du nucléaire doivent nous le dire. *(Signes d'approbation sur les bancs du groupe UMP.)* Voilà ce qu'a dit Nicolas Sarkozy, hier, à Gravelines. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Decool](#)

Circonscription : Nord (14^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3208

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 mai 2011